

## Congrès d'Arras, projet démocrate

Amendement proposé par : Dominique Michaud, Modem des Hauts-de-Seine (92).

Contact : [Dominic.michaud@free.fr](mailto:Dominic.michaud@free.fr)

La proposition consiste à remplacer le chapitre 1 par le texte ci-après.

Motivations :

1. Faire plus court (A4 recto verso, environ 1000 mots), mettre en exergue quelques mots clefs.
2. Ajouter du lien et de la cohérence, notamment revoir l'ordre pour aller de l'idéal aux moyens.

### 1.1 Un idéal humaniste, fraternel et pérenne.

Notre idéal humaniste implique deux révolutions profondes de notre société : plus de fraternité, et plus de pérennité.

#### Un idéal humaniste, plus fraternel

Nous partageons les valeurs de notre République résumées dans sa devise, « liberté, égalité, fraternité ». Si Liberté et Egalité font partie du socle de nos démocraties et qu'il faut rester vigilant et continuer à les défendre, nous pensons que la *Fraternité* est celle qui doit être le plus réhabilitée. Plutôt que la liberté individuelle exacerbée, plutôt que l'égalitarisme centré sur l'Etat, nous pensons que la fraternité est en effet la clef d'un monde meilleur, d'un *mieux vivre ensemble*. Elle se définit comme les sentiments de solidarité et d'amitié qui devraient unir les membres de la même famille que représente l'Espèce Humaine. Elle implique la tolérance et le respect mutuel des différences, contribuant ainsi à la paix.

Contrairement à la liberté et à l'égalité qui relèvent essentiellement du domaine du droit, la fraternité est plutôt d'ordre moral. Sa réhabilitation impose de changer le paradigme de notre société, jusque dans la base de son système éducatif, car il s'agit de passer d'un modèle de réussite *individuelle* basé sur la compétition, la concurrence (même « libre et non faussée »), le dépassement de l'autre, et où la solidarité est vécue parfois comme une contrainte, à un modèle de réussite fondé sur le dépassement *de soi* par la coopération et l'enrichissement mutuel, au service du progrès collectif.

Mais quel progrès collectif ? Le PIB ? Travailler plus pour gagner plus ? Non, l'argent n'est pas un but, c'est un moyen. Notre projet de société promeut et défend, *au-delà* des biens matériels nécessaires (à commencer par se nourrir, se loger), les biens supérieurs et immatériels que sont l'Education, la Culture, la Science, ainsi que les valeurs morales et philosophiques. Ces biens supérieurs, que nous croyons universels, sont pour nous les vrais indices du progrès humain. *Notre humanisme s'oppose ainsi à une forme de capitalisme matérialiste pour lesquelles les biens supérieurs sont l'argent et les biens matériels.*

**Notre idéal se veut aussi pérenne.** Nous voulons mettre fin aux visions du profit à court terme qui prévalent aujourd'hui, pour construire une société pérenne dans le temps. Ainsi, par exemple, notre politique vise à maîtriser la dette qui pèsera sur les générations futures, maîtriser notre impact sur l'environnement. Mais surtout, elle intègre la finitude de toutes les ressources naturelles de notre Planète, et pas seulement du pétrole. Ceci impose de revoir complètement le paradigme de notre modèle économique de croissance, qui doit passer d'une croissance de *revenus* (PIB) à une croissance d'un *patrimoine* collectif, intégrant les ressources naturelles.

*Nous différons cependant de ceux qui mettent la Nature avant l'Homme. Pour nous, il faut préserver notre Espèce avant toute autre, et c'est pour cela qu'il faut « maîtriser » plutôt que « préserver » la Nature.*

## 1.2 Un principe d'organisation fondé sur la responsabilité

Pour garantir l'intérêt général, nous pensons que chaque citoyen doit participer à la vie de la Nation, de façon *responsable* et *active*. Pour cela, une démocratie renforcée combinée à la dynamique de la liberté d'entreprendre nous semblent la meilleure solution.

### Une démocratie renforcée garante de l'intérêt général

L'organisation politique qui porte au plus haut la conscience et la *responsabilité* des citoyens, c'est la *Démocratie*. L'Etat doit y garantir trois principes, aujourd'hui insuffisamment respectés :

1. Le premier, c'est de *protéger le droit d'expression de toute minorité représentative*, particulièrement au Parlement, afin d'exclure toute dictature de la majorité.
2. Le second, c'est *l'accès pour tous à l'information et à la vérité*, grâce au pluralisme dans les médias – la liberté de la Presse est sacrée –, et grâce aussi à des efforts permanents de *transparence* (penser, dire, et faire la même chose) dans les procédures et les décisions des institutions.
3. Le troisième, c'est une *séparation des pouvoirs au sens large*, sans lequel une démocratie ne peut se développer : le pouvoir politique doit rester indépendant et neutre vis à vis des religions (laïcité) ; le pouvoir politique doit être aussi séparé du pouvoir économique ; les médias doivent être protégés dans leur indépendance ; enfin, pouvoirs législatif et judiciaire doivent être à l'abri de l'influence de l'exécutif.

L'Etat doit être le garant du respect de ces principes, son impartialité est la mesure même de la qualité de la démocratie qu'il incarne et protège.

*En cela nous nous opposons aux partis actuellement majoritaires, complices pour l'alternance ou le partage exclusif du pouvoir. Nous nous opposons aussi aux pratiques qui amalgament politique, entreprises et médias, pour par exemple tenter de réduire le pluralisme de la presse.*

### Un moteur, la dynamique de la liberté d'entreprendre

Des valeurs et des principes démocratiques ne serviraient à rien sans un moteur pour avancer. Nous pensons que ce moteur, c'est la dynamique de la liberté d'entreprendre.

Son développement exige la *liberté* et la *responsabilité* des acteurs économiques, mais aussi des acteurs sociaux, civiques et associatifs. Notre projet promeut les initiatives, la recherche, la créativité, l'innovation, dans le monde de l'entreprise mais aussi dans les secteurs non marchands : associations, créations artistiques ou intellectuelles, éducation, bénévolat...

Pour promouvoir cette liberté d'entreprendre, nous croyons au principe de subsidiarité, selon lequel une responsabilité doit être prise par le plus petit niveau compétent et efficace pour résoudre le problème. Ainsi le politique n'a pas besoin de se substituer à la société civile si celle-ci est efficace. Et de même au sein du système politique, les décisions doivent être déléguées à la collectivité la plus efficace (région, ville ou autre). Ce principe atteste l'antériorité de la personne et des groupes par rapport aux Institutions. Il est donc d'abord un principe de confiance faite aux hommes et aux femmes, et il se base sur notre pari humaniste de la responsabilité de chacun.

*Nous différons ainsi des solutions qui mettent l'Etat voire un homme au centre de toutes les initiatives et décisions.*

## 1.3. Un périmètre qui doit devenir exemplaire : l'Europe

Notre Europe se fonde sur un passé commun où les cultures gréco-romaine et judéo-chrétienne, enrichies par d'autres mouvements de la pensée, particulièrement les Lumières, ont créé une richesse de civilisation dont bénéficie la Planète entière. Ce patrimoine commun doit être préservé et développé pour construire un ensemble puissant, innovant et généreux qui participe à l'amélioration de la vie de ses citoyens en étant actif dans l'organisation planétaire. L'Europe est bien placée pour devenir le modèle exemplaire d'une société plus fraternelle et plus pérenne, en un mot d'une société *humaniste*. Pour nous, la construction de l'Europe des peuples et des citoyens est donc non seulement une nécessité mais un devoir.

*Nous nous opposons donc aux euro-sceptiques, mais aussi à ceux qui ne voient en l'Europe qu'un "marché économique".*